



Caroline ABADIE
Emilie CHALAS
Catherine KAMOWSKI
Députées de l'Isère

Communiqué de Presse

*Affaire Benalla : Les oppositions ne cherchent pas la vérité
mais l'obstruction du débat constitutionnel*

Députées de l'Isère, membres de la Commission des lois de l'Assemblée nationale, nous dénonçons les faits qui se sont déroulés en marge des manifestations du premier mai et qui ont été révélés par une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux. Ces images montrent des violences inacceptables et indignes.

Le contexte de ces événements reste néanmoins flou et nous appelons à ce que la lumière soit faite sur tous les éléments de cette affaire pour en tirer les conclusions qui s'imposeront. Le contexte de la présence de la personne incriminée, les moyens mis à sa disposition et la pertinence des mesures qui ont été prises à son encontre par sa hiérarchie suite aux faits devront être précisés, ainsi que le rôle de l'ensemble des protagonistes de cette vidéo. Nous nous étonnons notamment que cette vidéo ait été filmée et diffusée par un militant France insoumise bien connu en Isère pour ses provocations violentes et répétée à l'égard des forces de l'ordre.

Afin de contribuer à établir la vérité sur ces événements, la commission des lois s'est dotée des prérogatives de commission d'enquête. Nous notons également que le parquet de Paris et le ministère de l'Intérieur ont ouvert leurs propres enquêtes. Aujourd'hui, le dispositif républicain de réponse à un tel événement peut difficilement faire preuve d'un plus haut niveau d'exigence. Il faut à présent laisser ces instances faire leur travail et cesser les bavardages inutiles et les élucubrations en tout genre.

Au lieu de cela, à l'Assemblée nationale, les oppositions accumulent les incidents de séances et les rappels au règlement au sujet de cette affaire. Par cette stratégie d'obstruction systématique, les oppositions ne témoignent aucunement de leur souci de recherche de la vérité, mais simplement de leur volonté d'ajourner la réforme constitutionnelle dont, par pur conservatisme, ils ne veulent pas. Depuis deux semaines déjà, les oppositions cherchent par tous les moyens à ralentir l'étude de ce texte. Après 60h de débat il reste encore 1500 amendements à examiner sur les 2400 posés et nous n'avons pas encore atteint l'article 3 ! Pour mémoire, la précédente réforme constitutionnelle de 2008 avait été achevée en 7 jours et comptait 600 amendements pour 34 articles. Curieusement le Sénat dont la majorité a accepté le projet de réforme constitutionnelle ne profite pas de cet événement pour entraver les débats.

Dans ce contexte, membres de facto de la commission d'enquête parlementaire formellement constituée aujourd'hui, nous veillerons à garder hauteur et sang-froid afin d'une part que les auditions et le travail d'enquête de la commission puissent être menées dans les meilleures conditions et d'autre part afin que le travail parlementaire ne soit pas parasité par des manœuvres politiciennes et des récupérations stériles.

Verbatim Caroline ABADIE :

« Je condamne sans aucune ambiguïté les actes qui ont été commis le 1er mai dernier, car aucune tolérance, ni aucune justification ne peuvent être admises à l'égard de tels actes. La majorité dont je fais partie, a pris ses responsabilités et mis en place, dès jeudi, une commission d'enquête afin que toute la lumière soit faite sur ces événements. L'Assemblée nationale est aujourd'hui en état de siège alors que nous souhaitons reprendre la révision constitutionnelle. La paralysie que tente de nous imposer les oppositions relève de tactiques dilatoires bien connues. Je soupçonne la diminution du nombre de parlementaires d'être à l'origine de cette obstruction. »

Verbatim Emilie CHALAS :

« Pas moins de trois enquêtes distinctes ont été ouvertes en 48h pour faire la lumière sur l'affaire Benalla, mais les oppositions continuent d'obstruer la réforme constitutionnelle, preuve que la vérité leur importe peu. Leur seul agenda est d'user de toutes les veilles recettes pour sauver les pratiques dont ils usent justement depuis des temps immémoriaux. Ce conservatisme primaire et ce détournement grossier du débat parlementaire est inadmissible mais les Français ne s'y tromperont pas. Notre mission impose hauteur et sang-froid, pas de jouer les apprentis Columbo en commentant la presse, ni de s'opposer à la nécessaire évolution du processus parlementaire ! Membre de la commission d'enquête je m'investirai sans réserve et sans relâche dans cette mission »

Verbatim Catherine KAMOWSKI :

« L'opposition apparaît sous son véritable visage : obstructionnistes convaincus, utilisant tous les expédients de procédure et instrumentalisant une affaire, certes sérieuse, mais sans lien direct avec la révision constitutionnelle. Leur seul but avoué : éviter que soit votée la réduction du nombre des députés à laquelle ils sont farouchement opposés, attachés qu'ils sont au conservatisme institutionnel qui leur procure facilement des places de pouvoir. »

Contacts presse :

Ludovic COUR, collaborateur parlementaire auprès de Caroline ABADIE

(8^{ème} Circonscription de l'Isère) :

ludovic.cour@clb-an.fr / caroline.abadie@assemblee-nationale.fr

Bertrand BIJU-DUVAL, Collaborateur parlementaire auprès d'Emilie CHALAS

(3^{ème} Circonscription de l'Isère) :

bertrand.biju-duval@clb-an.fr / emilie.chalas@assemblee-nationale.fr / 06 37 53 75 17

Olivier KLASSER, Collaborateur parlementaire auprès de Catherine KAMOWSKI

(5^{ème} Circonscription de l'Isère) :

olivier.klasser@clb-an.fr / caroline.abadie@assemblee-nationale.fr